

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Kim Lesage, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité régionale de comté de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 17 avril 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Fonds local d'investissement	27
Fonds local de solidarité	29
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité régionale de comté de Pontiac

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté de Pontiac (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'explique la Note 2, la municipalité n'a pas consolidé selon la méthode de consolidation proportionnelle les états financiers de l'organisme Connexion fibre Picanoc parce qu'il n'a pas encore été en mesure d'obtenir les états financiers audités en temps opportun et de déterminer les justes valeurs de certains des actifs et des passifs significatifs, ainsi que des résultats d'exploitation. Si l'organisme Connexion fibre Picanoc avait été consolidé, cela aurait eu une incidence significative sur de nombreux éléments des états financiers ci-joints. Les incidences de la non-consolidation sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Dignard Thibault CPA Inc.
Par Simon Thibault, CPA auditeur

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	4 152 104	4 152 104	3 411 998
Transferts	4	4 361 387	5 739 086	4 685 106
Services rendus	5	418 302	522 742	411 047
Imposition de droits	6	536 966	762 015	738 200
Amendes et pénalités	7		65 377	73 053
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	35 000	320 279	152 971
Autres revenus	10	300	98 863	217 012
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 504 059	11 660 466	9 689 387
Charges				
Administration générale	14	3 859 254	3 801 502	3 630 310
Sécurité publique	15	160 832	224 577	213 864
Transport	16	605 039	960 515	716 483
Hygiène du milieu	17	29 179	49 893	39 093
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 748 765	6 387 147	5 098 208
Loisirs et culture	20		31 971	
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	13 390	14 077	15 496
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 416 459	11 469 682	9 713 454
Excédent (déficit) de l'exercice	25	87 600	190 784	(24 067)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		5 386 310	5 410 377
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		5 386 310	5 410 377
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		5 577 094	5 386 310

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 363 162	7 749 938
Débiteurs (note 5)	2	1 837 591	2 431 089
Prêts (note 6)	3	789 850	836 554
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	157 076	157 076
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	11 147 679	11 174 657
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 455 685	1 462 394
Revenus reportés (note 11)	12	6 336 398	6 740 127
Dette à long terme (note 12)	13	2 703 441	2 758 867
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 495 524	10 961 388
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	652 155	213 269
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	4 805 918	5 075 538
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	119 021	97 503
	23	4 924 939	5 173 041
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	5 577 094	5 386 310
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	5 577 094	5 386 310
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	5 577 094	5 386 310
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	87 600	190 784	(24 067)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	17 361)	180 039)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		286 981	293 234
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		269 620	113 195
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(21 518)	(40 463)
	13		(21 518)	(40 463)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	87 600	438 886	48 665
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		213 269	164 604
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		213 269	164 604
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		652 155	213 269

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	190 784	(24 067)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	286 981	293 234
Autres			
▪	3.1		(1)
	4	477 765	269 166
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	593 498	(1 521 401)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(6 709)	545 036
Revenus reportés	8	(403 729)	1 506 908
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(21 518)	(40 463)
	13	639 307	759 246
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(17 361)	(180 039)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(17 361)	(180 039)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(46 704)	(182 342)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	46 704	182 342
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(57 600)	(383 030)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 174	2 174
Autres			
▪	28.1		
	29	(55 426)	(380 856)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	613 224	380 693
Solde déjà établi	31	7 749 938	7 369 245
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	7 749 938	7 369 245
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	8 363 162	7 749 938

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité régionale de comté de Pontiac est constituée par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés.

Par ailleurs, les partenariats ne font pas partie du périmètre comptable puisqu'ils sont sous contrôle partagé.

La municipalité consolide la quote-part revenant à la municipalité des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale ainsi que les partenariats en vertu des normes comptables sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Au 31 décembre 2023, il n'y a aucun organisme qui fait partie du périmètre comptable.

b) Partenariats

Au 31 décembre 2023, la municipalité participe dans un partenariat qui est Connexion fibre Picanoc. La municipalité consolide selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation de 35,90 % en 2022. Les états financiers pour la période close le 31 décembre 2023 de Connexion fibre Picanoc n'ont pu être obtenus et nous n'avons pas été en mesure de déterminer la valeur de consolidation.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements, à court terme

Les autres placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur. Ils sont dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les placements sont constitués de dépôts à terme et à rendement progressif dont les taux varient entre 2,0 % et 4,7 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

D) Passifs*Revenus reportés*

Les montants perçus à l'égard du fonds d'appui au rayonnement des régions, du fonds de mise en valeur du territoire et des autres revenus reportés sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et aux taux annuels suivants :

Infrastructure 10, 20 et 40 ans

Bâtiments 40 ans

Véhicules 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers 10, 15 et 20 ans

Équipements informatiques 5 ans

Les immobilisations corporelles en cours ne sont pas amorties.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus*Constatation des revenus*

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert et d'imposition de droits sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, et que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placement sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds local d'investissement et au Fonds local de solidarité (FLI, FLS et PAUPME) : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer, des revenus reportés et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values. L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés. Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation. La municipalité détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de l'actif financier. Si c'est le cas, elle réduit la valeur comptable de l'actif à la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif ou au prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif à la date de clôture selon le plus élevé des deux montants. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 8 153 868	5 451 771
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2 209 294	2 298 167
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 8 363 162	7 749 938
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	() ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 8 363 162	7 749 938
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 1 000 034	873 219
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 242 306	1 993 796
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	7 574	51 013
Organismes municipaux	13	458 956	237 973
Autres			
▪ Baux de villégiature	14.1	123 239	148 307
▪ Autres débiteurs	14.2	5 516	
	15	1 837 591	2 431 089
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		26 308
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 219 955	1 979 072
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	20 000	
Ministère de la Culture et des Communications	25		14 724
Autres ministères/organismes	26	2 351	
	27	1 242 306	1 993 796

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29	789 850	836 554
Autres			
▪	30.1		
	31	789 850	836 554
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	53 591	53 591

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité ne bénéficie d'aucune marge de crédit au 31 décembre 2023.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 102 398	1 048 438
Salaires et avantages sociaux	42	310 469	398 450
Dépôts et retenues de garantie	43		
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Autres	45.1	42 818	15 506
	46	1 455 685	1 462 394

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48	4 104 580	4 789 545
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50	202 436	191 948
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55	1 975 655	1 703 713
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Terres publiques intermunicipales	60.1	53 727	54 921
	61	6 336 398	6 740 127

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	1,99	2035	2036	62	793 800	851 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	1 898 607	1 898 607
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69	15 000	15 000
					70	2 707 407	2 765 007
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(3 966)	(6 140)
					72	2 703 441	2 758 867

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		58 700			58 700
2025	74		59 800			59 800
2026	75		60 900			60 900
2027	76		62 100			62 100
2028	77		63 200			63 200
2029 et plus	78		2 402 707			2 402 707
	79		2 707 407			2 707 407
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		2 707 407			2 707 407

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104				
Autres					
▪	105.1	5 442 987			5 442 987
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	3 003 949	10 591		3 014 540
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	357 298			357 298
Ameublement et équipement de bureau	110	581 029	6 770		587 799
Machinerie, outillage et équipement divers	111	191 072			191 072
Terrains	112				
Autres	113				
	114	9 576 335	17 361		9 593 696
Immobilisations en cours	115				
	116	9 576 335	17 361		9 593 696
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119				
Autres					
▪	120.1	2 824 640	135 447		2 960 087
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	870 789	83 758		954 547
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	271 262	17 340		288 602
Ameublement et équipement de bureau	125	437 670	39 632		477 302
Machinerie, outillage et équipement divers	126	96 436	10 804		107 240
Autres	127				
	128	4 500 797	286 981		4 787 778
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	5 075 538			4 805 918
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Assurance et Licences	144.1	119 021
Autres		
▪	145.1	
	146	97 503

Note**19. Obligations contractuelles**

S/O

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes dettes) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires.

Une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs du gouvernement du Québec, du Canada et ses entreprises autres que les taxes à la consommation, est faible, puisque ces postes sont constitués de contributions à recevoir confirmées par le gouvernement du Québec, qui jouit d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Au 31 décembre, les sommes à recevoir d'entités gouvernementales, autre que les taxes de vente, représentaient 68 % pour le présent exercice et 84 % pour l'exercice antérieur du montant total recouvrable.

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La municipalité estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées à la note 6.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	Moin d'un an	Plus d'un an	Total
Créditeurs et charges à payer	1 455 685 \$	0 \$	1 455 685 \$
Dettes à long terme	58 700 \$	2 648 707 \$	2 707 407 \$
Total	1 514 385 \$	2 648 707 \$	4 163 092 \$

31 décembre 2022	Moin d'un an	Plus d'un an	Total
Créditeurs et charges à payer	1 462 394 \$	0 \$	1 462 394 \$
Dettes à long terme	57 600 \$	2 707 407 \$	2 765 007 \$
Total	1 519 994 \$	2 707 407 \$	4 227 401 \$

Le risque de liquidité associé à la dette à long terme est faible considérant que le solde des prêts accordés aux entrepreneurs (nets de toute provision pour moins-value) et les autres actifs affectés dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI), du Fonds local de solidarité (FLS), du Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) et de l'aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) supportent la dette à long terme afférente. L'entente les liant force la municipalité à utiliser les actifs affectés aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds local d'investissement (FLI), du Fonds local de solidarité (FLS), du Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) et de l'aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM). Au 31 décembre, les actifs affectés au remboursement de la dette à long terme sont au montant de 1 000 034 \$ (873 219 \$ en 2022).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La municipalité est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables qui assujettissent la municipalité à des fluctuations des flux de trésorerie connexes. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois ou sont généralement temporaires et de courte durée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	taux d'intérêts fixes	Taux d'intérêts variables	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0 \$	8 363 162 \$	8 363 162 \$
Prêts	843 441 \$	0 \$	843 441 \$
Passifs financiers			
Dettes à long terme	808 800 \$	0 \$	808 800 \$

31 décembre 2022	taux d'intérêts fixes	Taux d'intérêts variables	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0 \$	7 749 950 \$	7 749 950 \$
Prêts	890 144 \$	0 \$	890 144 \$
Passifs financiers			
Dettes à long terme	866 400 \$	0 \$	866 400 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalisations 2023	Total	Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	4 152 104	4 152 104		4 152 104	3 411 998
Transferts	4	4 361 387	5 739 086		5 739 086	4 505 067
Services rendus	5	418 302	522 742		522 742	411 047
Imposition de droits	6	536 966	762 015		762 015	738 200
Amendes et pénalités	7		65 377		65 377	73 053
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	35 000	320 279		320 279	152 971
Autres revenus	10	300	98 863		98 863	217 012
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	9 504 059	11 660 466		11 660 466	9 509 348
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					180 039
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21					180 039
	22	9 504 059	11 660 466		11 660 466	9 689 387
Charges						
Administration générale	23	3 859 254	3 708 408	93 094	3 801 502	3 630 310
Sécurité publique	24	160 832	219 462	5 115	224 577	213 864
Transport	25	605 039	959 535	980	960 515	716 483
Hygiène du milieu	26	29 179	48 913	980	49 893	39 093
Santé et bien-être	27					
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 748 765	6 200 335	186 812	6 387 147	5 098 208
Loisirs et culture	29		31 971		31 971	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	13 390	14 077		14 077	15 496
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		286 981	(286 981)		
	34	9 416 459	11 469 682		11 469 682	9 713 454
Excédent (déficit) de l'exercice	35	87 600	190 784		190 784	(24 067)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	87 600	190 784	(24 067)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	)	180 039)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	87 600	190 784	(204 106)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		286 981	293 234
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		286 981	293 234
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	57 600)	57 600)	383 030)
	18	(57 600)	(57 600)	(383 030)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	30 000)	17 361))
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		117 947	340 963
Excédent de fonctionnement affecté	21		3 673	
Réserves financières et fonds réservés	22		(100 111)	276 640
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(30 000)	4 148	617 603
	26	(87 600)	233 529	527 807
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		424 313	323 701

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	180 039
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés		
Acquisition d'immobilisations corporelles		
Administration générale	2 (17 361)	(180 039)
Sécurité publique	3 ()	()
Transport	4 ()	()
Hygiène du milieu	5 ()	()
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()	()
Loisirs et culture	8 ()	()
Réseau d'électricité	9 ()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()	()
	11 (17 361)	(180 039)
Propriétés destinées à la revente		
Acquisition	12 ()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	13 (46 704)	(182 342)
Financement		
Financement à long terme des activités d'investissement	14	
Affectations		
Activités de fonctionnement	15 17 361	
Excédent accumulé		
Excédent de fonctionnement non affecté	16	
Excédent de fonctionnement affecté	17	
Réserves financières et fonds réservés	18 (46 704)	(182 342)
	19 (29 343)	(182 342)
	20	(180 039)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		114 441	141 112
Autre	2	3 112 364	2 684 273	2 566 079
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		12 564	18 825
Autres	4	712 328	614 189	543 911
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 829 089	2 431 023	2 296 305
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	12 490	12 001	12 570
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	900	2 076	2 926
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16	3 749 288	5 312 134	3 838 492
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		286 981	293 234
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	9 416 459	11 469 682	9 713 454

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	40 536	15 436
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	28 590	29 475
Autres revenus	3		
	4	69 126	44 911
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11	69 126	44 911
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	882 271	682 495
Placements de portefeuille	13		52 661
Débiteurs	14	1 573	1 673
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	728 746	806 635
Provision pour moins-value	16	(49 085)	(49 085)
	17	679 661	757 550
	18	1 563 505	1 494 379
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	1 898 607	1 898 607
	22	1 898 607	1 898 607
Solde du Fonds local d'investissement	23	(335 102)	(404 228)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	882 271	735 156
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	882 271	735 156

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT (FLI)

11 prêts (12 en 2022), taux d'intérêt variant de 4,20 % à 9 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en avril 2036. Au cours de l'exercice, il y a eu une émission de prêt totalisant 56 400 \$.

PROGRAMME D'AIDE D'URGENCE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAUPME)

11 prêts (12 en 2022), taux d'intérêt de 3,0 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates entre mai 2024 jusqu'en mars 2025. Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune émission de prêt.

Note sur la dette à long terme

FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT (FLI)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Emprunt de 1 456 866 \$, sans intérêt au Ministère des régions, remboursable à compter de juin 2026 par un versement correspondant au montant non investi par le fonds local d'investissement au 31 décembre 2025, puis par cinq versements annuels correspondants à la somme reçue du remboursement de capital investi de l'année précédente et un dernier versement en juin 2032 correspondant à l'évaluation des placements au 31 décembre 2031 jusqu'à concurrence du solde de ce prêt.

PROGRAMME D'AIDE D'URGENCE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAUPME)

Emprunt de 441 741 \$, sans intérêt. Cet emprunt doit être utilisé pour assurer l'octroi et la gestion des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises conformément au cadre d'intervention. Le montant de l'emprunt correspondant aux prêts consentis est remboursable à compter du 31 mars 2030. Ce versement est égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté. Dans la mesure où, le 31 mars 2030, la MRC ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter le prêt en totalité, ce solde devra être remboursable à la demande du gouvernement.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	5 629	1 621
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	5 955	3 821
Autres revenus	3		
	4	11 584	5 442
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Intérêts sur la dette à long terme	9	600	600
Autres charges	10		
	11	600	600
Excédent (déficit) de l'exercice	12	10 984	4 842
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	116 190	136 391
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16	114 694	83 509
Provision pour moins-value	17	(4 506)	(4 506)
	18	110 188	79 003
	19	226 378	215 394
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	15 000
	23	15 000	15 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	211 378	200 394
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	211 378	200 394
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	116 190	136 391
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	116 190	136 391

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

4 prêts (3 en 2022), taux d'intérêt variant de 5,45 % à 7,5 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en octobre 2036. Au cours de l'exercice, il y a l'émission d'un prêt totalisant 37 600 \$.

Note sur la dette à long terme

Emprunt d'un montant autorisé de 750 000 \$, portant intérêt à des taux variant entre 3 % et 4 %. Cet emprunt doit être utilisé pour consentir des prêts. Il n'a pas de modalité de remboursement précise tant que les sommes seront utilisées aux fins du projet (FLS), autrement cet emprunt est remboursable sur demande.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	832 265	741 918
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3	832 265	741 918
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	296 117	215 487
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	536 148	526 431
	7	832 265	741 918
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪	8.1		
	9		
	10	832 265	741 918
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	2 295 484	1 493 059
Placements de portefeuille	13		509 725
Débiteurs	14	123 239	119 056
Provision pour créances douteuses	15	()	()
	16	123 239	119 056
Autres	17		
	18	2 418 723	2 121 840
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20	443 068	418 127
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	1 975 655	1 703 713
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	2 418 723	2 121 840
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 300 816	1 139 348
Excédent de fonctionnement affecté	2	165 806	24 582
Réserves financières et fonds réservés	3	1 065 035	918 219
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 913 607)(	1 913 607)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	4 959 044	5 217 768
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 577 094	5 386 310
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 300 816	1 139 348
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 300 816	1 139 348
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12.1	144 897	
▪ Oiseau rock	12.2	1 112	1 112
▪ Autres	12.3	19 797	23 470
	13	165 806	24 582
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	165 806	24 582

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	25 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	25 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	883 845
Fonds local de solidarité	28	116 190
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	40 000
Autres		
▪	30.1	
	31	1 065 035
	32	918 219
	1 065 035	918 219

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	1 471 866)(
Autres	56.1 (	441 741)(
▪ PAUPME	57 (	1 913 607)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	1 913 607)(
	1 913 607)(	1 913 607)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 ()	()
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	4 805 918
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	789 850
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	157 076
	73	5 752 844
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75	6 069 168
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (	2 703 441)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	3 966)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	1 913 607
	81 (	793 800)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 () (
	83 (	793 800)(
	84	4 959 044
		5 217 768

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()
Rendement espéré des actifs	85	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	() ()
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103.1	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM			
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	47	6 565
Sécurité publique		
Police	48	
Sécurité incendie	49	
Sécurité civile	50	
Autres	51	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	52	
Enlèvement de la neige	53	
Autres	54	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	55	297 196
Transport adapté	56	385 239
Transport scolaire	57	
Autres	58	
Transport aérien	59	
Transport par eau	60	
Autres	61	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	8 581
Réseau de distribution de l'eau potable	63	44 785
Traitement des eaux usées	64	
Réseaux d'égout	65	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	66	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	67	
Tri et conditionnement	68	
Autres	69	
Autres	70	
Cours d'eau	71	
Protection de l'environnement	72	
Autres	73	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	74	
Sécurité du revenu	75	
Autres	76	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	77	
Rénovation urbaine	78	68 887
Promotion et développement économique	79	1 622 901
Autres	80	1 879 187
Loisirs et culture		
Activités récréatives	81	61 618
Activités culturelles		9 848
Bibliothèques	82	
Autres	83	
Réseau d'électricité	84	
	85	2 444 422
		2 600 318

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	86	180 039
Sécurité publique		
Police	87	
Sécurité incendie	88	
Sécurité civile	89	
Autres	90	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	91	
Enlèvement de la neige	92	
Autres	93	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	94	
Transport adapté	95	
Transport scolaire	96	
Autres	97	
Transport aérien	98	
Transport par eau	99	
Autres	100	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	
Réseau de distribution de l'eau potable	102	
Traitement des eaux usées	103	
Réseaux d'égout	104	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	105	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	106	
Tri et conditionnement	107	
Autres	108	
Autres	109	
Cours d'eau	110	
Protection de l'environnement	111	
Autres	112	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	113	
Sécurité du revenu	114	
Autres	115	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	116	
Rénovation urbaine	117	
Promotion et développement économique	118	
Autres	119	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	120	
Activités culturelles		
Bibliothèques	121	
Autres	122	
Réseau d'électricité	123	
	124	180 039

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128	210 254	211 541
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129		
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133	3 084 410	1 693 208
Autres	134		
	135	3 294 664	1 904 749
TOTAL DES TRANSFERTS	136	5 739 086	4 685 106

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	137		
Évaluation	138	19 876	12 872
Autres	139	149 788	146 851
	140	169 664	159 723
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142		
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	165	
Autres	166	
	167	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	168	
Rénovation urbaine	169	
Promotion et développement économique	170	
Autres	171	
	172	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	173	
Activités culturelles		
Bibliothèques	174	
Autres	175	
	176	
Réseau d'électricité	177	
	178	
	169 664	159 723

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181	350 437	251 324
	182	350 437	251 324
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188		
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	197		
Traitement des eaux usées	198		
Réseaux d'égout	199		
Réseaux d'égout			
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	200		
Matières recyclables	201		
Autres	202		
Cours d'eau	203		
Protection de l'environnement	204		
Autres	205		
	206		
	207		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		
	216		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217		
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219	2 641	
	220	2 641	
Réseau d'électricité	221		
	222	353 078	251 324
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	522 742	411 047

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224		
Droits de mutation immobilière	225		
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227	762 015	738 200
	228	762 015	738 200
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	229	65 377	73 053
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	230		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	231	320 279	152 971
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	98 863	217 012
	242	98 863	217 012
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	243		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023			Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	306 470		306 470	355 994
Greffe et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	1 631 687	67 539	1 699 226	1 463 743
Évaluation	4	1 183 192	25 555	1 208 747	1 142 078
Gestion du personnel	5	587 059		587 059	668 495
Autres					
▪	6.1				
	7	3 708 408	93 094	3 801 502	3 630 310
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	57 102		57 102	61 286
Sécurité incendie	9	54 568	980	55 548	47 514
Sécurité civile	10		4 135	4 135	4 135
Autres	11	107 792		107 792	100 929
	12	219 462	5 115	224 577	213 864
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13		980	980	980
Enlèvement de la neige	14				
Éclairage des rues	15				
Circulation et stationnement	16				
Transport collectif					
Transport en commun	17	959 535		959 535	715 503
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21	959 535	980	960 515	716 483

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Réalizations 2023			Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	980	980	980
Réseau de distribution de l'eau potable	23			
Traitement des eaux usées	24			
Réseaux d'égout	25			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	26	48 913	48 913	38 113
Élimination	27			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	28			
Tri et conditionnement	29			
Matières organiques				
Collecte et transport	30			
Traitement	31			
Matériaux secs	32			
Autres	33			
Plan de gestion	34			
Autres	35			
Cours d'eau	36			
Protection de l'environnement	37			
Autres	38			
	39	48 913	980	49 893
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	40			
Sécurité du revenu	41			
Autres	42			
	43			

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	36 806	175 116	211 922	208 432
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46	60 429		60 429	42 117
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	5 171 115	9 823	5 180 938	3 886 323
Tourisme	48				
Autres	49	99 040		99 040	216 998
Autres	50	832 945	1 873	834 818	744 338
	51	6 200 335	186 812	6 387 147	5 098 208
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52				
Patinoires intérieures et extérieures	53				
Piscines, plages et ports de plaisance	54				
Parcs et terrains de jeux	55				
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58				
	59				
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	31 971		31 971	
	65	31 971		31 971	
	66	31 971		31 971	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	11 401		11 401	11 970
Autres frais	69	600		600	600
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71	2 076		2 076	2 926
	72	14 077		14 077	15 496
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	286 981 (	286 981)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12
Rémunération des élus	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	10 591	31 203
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	6 770	148 836
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	17 361	180 039

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	17 361	180 039
	12	17 361	180 039

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 765 007		57 600	2 707 407
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 765 007		57 600	2 707 407
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	2 765 007		57 600	2 707 407
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 765 007		57 600	2 707 407

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	2 707 407
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 707 407
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	2 707 407
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 707 407
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 707 407
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
84050	Municipalité d'Alleyn-et-Cawood	1.1	186 102
84015	Municipalité de Clarendon	1.2	251 294
84065	Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	1.3	278 481
84040	Municipalité de Litchfield	1.4	152 162
84082	Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	1.5	356 254
84035	Municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet	1.6	122 435
84060	Village de Fort-Coulonge	1.7	70 229
84095	Municipalité de Sheenboro	1.8	85 482
84045	Municipalité de Thorne	1.9	170 819
84070	Municipalité de Waltham	1.10	78 730
84010	Municipalité de Shawville	1.11	169 689
84100	Municipalité de Rapides-des-Joachims	1.12	23 284
84020	Village de Portage-du-Fort	1.13	21 353
84055	Municipalité d'Otter Lake	1.14	306 767
84090	Canton de Chichester	1.15	57 617
84030	Municipalité de Campbell's Bay	1.16	48 308
84025	Municipalité de Bryson	1.17	34 842
84005	Municipalité de Bristol	1.18	272 927
NR840	Pontiac	1.19	20 632
		2	2 707 407

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	17 361	180 039
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	17 361	180 039

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
84050	Municipalité d'Alleyne-et-Cawood	1.1	112 539
84005	Municipalité de Bristol	1.2	471 614
84025	Municipalité de Bryson	1.3	58 131
84030	Municipalité de Campbell's Bay	1.4	80 852
84090	Canton de Chichester	1.5	107 773
84015	Municipalité de Clarendon	1.6	482 082
84060	Village de Fort-Coulonge	1.7	100 104
84035	Municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet	1.8	205 198
84082	Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	1.9	492 959
84040	Municipalité de Litchfield	1.10	217 530
84065	Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	1.11	448 990
84055	Municipalité d'Otter Lake	1.12	454 560
84020	Village de Portage-du-Fort	1.13	32 350
84100	Municipalité de Rapides-des-Joachims	1.14	41 736
84010	Municipalité de Shawville	1.15	311 325
84095	Municipalité de Sheenboro	1.16	131 941
84045	Municipalité de Thorne	1.17	242 688
84070	Municipalité de Waltham	1.18	122 796
NR840	Pontiac	1.19	36 936
		2	4 152 104
Certaines municipalités			
		3.1	
		4	
		5	4 152 104

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2	1 231 919	987 251
Autres	3	1 515 250	1 114 290
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	246 310	186 100
Sécurité civile	6		
Autres	7	97 610	97 610
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17	218 955	206 747
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
Santé et bien-être			
Logement social	23		
Autres	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	514 596	546 000
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27		
Autres	28	327 464	274 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31		
	32	4 152 104	3 411 998

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	2 080,00	138 574	34 645	173 219
Professionnels	2	47,00	35,00	85 540,00	2 410 942	563 422	2 974 364
Cols blancs	3						
Cols bleus	4	3,00	35,00	3 440,00	81 325	14 267	95 592
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	51,00		91 060,00	2 630 841	612 334	3 243 175
Élus	9	19,00			167 873	14 419	182 292
	10	70,00			2 798 714	626 753	3 425 467

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	5 739 086				5 739 086
	7	5 739 086				5 739 086

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 676	3 526
	4	2 676	3 526
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	11 401	11 970
	15	11 401	11 970
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	14 077	15 496

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jane Toller	1.1	Préfet	67 160	17 401	
Christine Francoeur	1.2	Maire	6 549	2 190	
Edward Walsh	1.3	Maire	6 160	2 059	
Raymon Pilon	1.4	Maire	5 773	1 930	
Lynn Cameron	1.5	Maire	6 160	2 059	
Sandra Armstrong	1.6	Maire	6 279	2 100	
Karen Daly-Kelly	1.7	Maire	3 871	1 290	
Alain Gagnon	1.8	Maire	5 773	1 930	
Donald Gagnon	1.9	Maire	5 580	1 867	
Lucie Rivet Paquette	1.10	Maire	582	195	
Colleen Larivière	1.11	Maire	6 549	2 190	
Carl Mayer	1.12	Maire	6 399	2 140	
Bill McCleary	1.13	Maire	5 311	1 776	
Jean-Louis Corriveau	1.14	Maire	6 162	2 061	
Brent Orr	1.15	Maire	6 549	2 190	
Doris Ranger	1.16	Maire	5 386	1 801	
Odette Godin	1.17	Maire	6 354	2 125	
Corey Spence	1.18	Maire	6 162	2 061	
Terry Lafleur	1.19	Maire	6 162	2 061	
Suzanne Dubeau-Pilon	1.20	Maire	776		
Doug Rousselle	1.21	Maire	4 459	1 491	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	25 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	40 536 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	28 590 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	882 271 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	1 573 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	728 746 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	49 085 \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	1 898 607 \$
Ligne 24 : Libres	20	882 271 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	153 772 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	153 772 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	40 536 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	28 590 \$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	882 271 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	1 573 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	728 746 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	49 085 \$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	1 898 607 \$
Ligne 24 : Libres	41	882 271 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

14. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

91

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-04-17

Nom du signataire : Kim Lesage

Fonction du signataire : Directrice générale

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-04-16 15:33

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	9 504 059	11 660 466	9 509 348
Investissement	2			180 039
	3	9 504 059	11 660 466	9 689 387
Charges				
	4	9 416 459	11 469 682	9 713 454
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	87 600	190 784	(24 067)
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	)	(180 039)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	87 600	190 784	(204 106)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		286 981	293 234
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	57 600)	57 600)	383 030)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	30 000)	17 361))
Excédent (déficit) accumulé	12		21 509	617 603
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(87 600)	233 529	527 807
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		424 313	323 701

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 363 162	7 749 938
Débiteurs	2	1 837 591	2 431 089
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	946 926	993 630
	5	11 147 679	11 174 657
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	2 703 441	2 758 867
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	7 792 083	8 202 521
	10	10 495 524	10 961 388
Actifs financiers nets (dette nette)	11	652 155	213 269
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	4 805 918	5 075 538
Autres	13	119 021	97 503
	14	4 924 939	5 173 041
Excédent (déficit) accumulé	15	5 577 094	5 386 310

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 300 816	1 139 348
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget exercice suivant	2.1	144 897	
▪ Oiseau rock	2.2	1 112	1 112
▪ Autres	2.3	19 797	23 470
	3	165 806	24 582
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	25 000	25 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7	883 845	736 828
Fonds local de solidarité	8	116 190	136 391
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	40 000	20 000
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(1 913 607)	(1 913 607)
Financement des investissements en cours	12		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	4 959 044	5 217 768
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	5 577 094	5 386 310

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 707 407
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 707 407
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 707 407	2 765 007
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 707 407	2 765 007
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12			
Compensations tenant lieu de taxes	13			
Quotes-parts	14	4 152 104	4 152 104	3 411 998
Transferts	15	4 361 387	5 739 086	4 505 067
Services rendus	16	418 302	522 742	411 047
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	536 966	827 392	811 253
Autres	18	35 300	419 142	369 983
	19	9 504 059	11 660 466	9 509 348
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22			180 039
Autres	23			
	24			180 039
	25	9 504 059	11 660 466	9 689 387
<i>Extrait du rapport financier, page S12</i>				

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	3 708 408	93 094	3 801 502	3 630 310
Sécurité publique					
Police	2	57 102		57 102	61 286
Sécurité incendie	3	54 568	980	55 548	47 514
Autres	4	107 792	4 135	111 927	105 064
Transport					
Réseau routier	5		980	980	980
Transport collectif	6	959 535		959 535	715 503
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8		980	980	980
Matières résiduelles	9	48 913		48 913	38 113
Autres	10				
Santé et bien-être	11				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	36 806	175 116	211 922	208 432
Promotion et développement économique	13	5 270 155	9 823	5 279 978	4 103 321
Autres	14	893 374	1 873	895 247	786 455
Loisirs et culture	15	31 971		31 971	
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	14 077		14 077	15 496
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	11 182 701	286 981	11 469 682	9 713 454
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	286 981 (	286 981)		
	21	11 469 682		11 469 682	9 713 454

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1		180 039
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 361)	(180 039)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	(46 704))	(182 342))
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	17 361	
Excédent accumulé	6	(46 704)	(182 342)
	7		(180 039)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		

Extrait du rapport financier, page S14